

## OGM : la liberté d'interdire les produits transgéniques rejetée

Le comité Environnement du Parlement européen a rejeté mardi à Bruxelles la proposition de la Commission de donner à tout État membre la liberté de permettre ou d'interdire l'utilisation des OGM dans la nourriture humaine et animale, lit-on sur le site du Parlement européen.

La recommandation sera votée par le Parlement dans son ensemble lors de la session plénière des 26-29 octobre à Strasbourg, précise [le site du Parlement européen](#).

*"Une majorité claire des députés de la commission parlementaire ne souhaite pas menacer le marché intérieur. Pour nous, la législation existante devrait continuer de s'appliquer, et les États membres devraient endosser leurs responsabilités et prendre une décision au niveau européen, plutôt que d'introduire des interdictions nationales", a déclaré le président de la commission de l'environnement, Giovanni La Via (PPE, IT).*

*"Cette proposition entre en conflit avec les principes du "mieux réglementer" et avec la transparence que la Commission européenne a adoptée. Après avoir passé tant d'années à supprimer les obstacles internes, cette proposition pourrait fragmenter le marché intérieur et entraîner un retour des contrôles aux frontières, que nous avons mis tant de temps à pouvoir supprimer", a-t-il ajouté.*



La recommandation a été adoptée par 47 voix pour, 3 voix contre et 5 abstentions. Elle sera mise aux voix en session plénière les 26-29 octobre à Strasbourg, précise-t-on sur le site.

L'Europe s'est récemment clivée en pro- et anti-OGM. Et même si ce sont les adeptes des produits marqués "bio" qui ont remporté la victoire dont notamment la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie et d'autres pays, 19 au total, cela ne signifie pas que tous ces pays aient banni de façon définitive la culture de plantes transgéniques.



Les demandes des 19 États seront éventuellement transmises aux industriels, qui auront un mois à leur disposition afin de peser les pour et les contre d'une telle démarche. Les producteurs peuvent également opposer un droit de veto.

Néanmoins, une telle ligne politique n'arrangerait vraisemblablement pas les États-Unis, un des plus grands producteurs d'OGM, qui devraient désormais chercher d'autres débouchés afin d'écouler leurs produits transgéniques.